

**Protocole additionnel n° 1 portant modification de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929,
Signé à Montréal le 25 septembre 1975
(Protocole Additionnel n° 1)**

Les Gouvernements soussignés, considérant qu'il est souhaitable d'amender la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929, sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I

AMENDEMENTS A LA CONVENTION

Art. I

La Convention que les dispositions du présent chapitre modifient est la Convention de Varsovie de 1929.

Art. II

L'art. 22 de la Convention est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

«Art. 22

1. Dans le transport de personnes, la responsabilité du transporteur envers chaque voyageur est limitée à la somme de 8300 Droits de Tirage spéciaux. Dans le cas où, d'après la loi du tribunal saisi, l'indemnité peut être fixée sous forme de rente, le capital de la rente ne peut dépasser cette limite. Toutefois, par une convention spéciale avec le transporteur, le voyageur pourra fixer une limite de responsabilité plus élevée.

2. Dans le transport de bagages enregistrés et de marchandises, la responsabilité du transporteur est limitée à la somme de 17 Droits de Tirage spéciaux par kilogramme, sauf déclaration spéciale d'intérêt à la livraison faite par l'expéditeur au moment de la remise du colis au transporteur et moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire éventuelle. Dans ce cas, le transporteur sera tenu de payer jusqu'à concurrence de la somme déclarée, à moins qu'il ne prouve qu'elle est supérieure à l'intérêt réel de l'expéditeur à la livraison.

3. En ce qui concerne les objets dont le voyageur conserve la garde, la responsabilité du transporteur est limitée à 332 Droits de Tirage spéciaux par voyageur.

4. Les sommes indiquées en Droits de Tirage spéciaux dans le présent article sont considérées comme se rapportant au Droit de Tirage spécial tel que défini par le Fonds monétaire international. La conversion de ces sommes en monnaies nationales s'effectuera en cas d'instance judiciaire suivant la valeur de ces monnaies en Droit de Tirage spécial à la date du jugement. La valeur, en Droit de Tirage spécial, d'une monnaie nationale d'une Haute Partie Contractante qui est membre du Fonds monétaire international, est calculée selon la méthode d'évaluation appliquée par le Fonds monétaire international à la date du

jugement pour ses propres opérations et transactions. La valeur, en Droit de Tirage spécial, d'une monnaie nationale d'une Haute Partie Contractante qui n'est pas membre du Fonds monétaire international, est calculée de la façon déterminée par cette Haute Partie Contractante.

Toutefois, les Etats qui ne sont pas membres du Fonds monétaire international et dont la législation ne permet pas d'appliquer les dispositions des al. 1, 2 et 3 de l'art. 22, peuvent au moment de la ratification ou de l'adhésion, ou à tout moment par la suite, déclarer que la limite de responsabilité du transporteur est fixée, dans les procédures judiciaires sur leur territoire, à la somme de 125 000 unités monétaires par passager en ce qui concerne l'al. 1 de l'art. 22; 250 unités monétaires par kilogramme en ce qui concerne l'al. 2 de l'art. 22; 5000 unités monétaires par passager en ce qui concerne l'al. 3 de l'art. 22. Cette unité monétaire correspond à soixante-cinq milligrammes et demi d'or au titre de neuf cents millièmes de fin. Ces sommes peuvent être converties dans la monnaie nationale concernée en chiffres ronds. La conversion de cette somme en monnaie nationale s'effectuera conformément à la législation de l'Etat en cause.»

CHAPITRE II

CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION AMENDEE

Art. III

La Convention amendée par le présent Protocole s'applique au transport international défini à l'art. I de la Convention lorsque les points de départ et de destination sont situés soit sur le territoire de deux Etats parties au présent Protocole, soit sur le territoire d'un seul Etat partie au présent Protocole si une escale est prévue sur le territoire d'un autre Etat.

CHAPITRE III

Dispositions protocolaires

Art. IV

Entre les Parties au présent Protocole, la Convention et le Protocole seront considérés et interprétés comme un seul et même instrument et seront dénommés Convention de Varsovie amendée par le Protocole additionnel no1 de Montréal de 1975.

Art. V

Jusqu'à sa date d'entrée en vigueur conformément aux dispositions de l'art. VII, le présent Protocole restera ouvert à la signature de tous les Etats.

Art. VI

1. Le présent Protocole sera soumis à la ratification des Etats signataires.
2. La ratification du présent Protocole par un Etat qui n'est pas partie à la Convention emporte adhésion à la Convention amendée par le présent Protocole.

3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République populaire de Pologne.

Art. VII

1. Lorsque le présent Protocole aura réuni les ratifications de trente Etats signataires, il entrera en vigueur entre ces Etats le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt du trentième instrument de ratification. A l'égard de chaque Etat qui le ratifiera par la suite, il entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

2. Dès son entrée en vigueur, le présent Protocole sera enregistré auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Gouvernement de la République populaire de Pologne.

Art. VIII

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Etat non signataire.

2. L'adhésion au présent Protocole par un Etat qui n'est pas partie à la Convention emporte adhésion à la Convention amendée par le présent Protocole.

3. L'adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement de la République populaire de Pologne et produira ses effets le quatre-vingt-dixième jour après ce dépôt.

Art. IX

1. Toute Partie au présent Protocole pourra le dénoncer par une notification faite au Gouvernement de la République populaire de Pologne.

2. La dénonciation produira ses effets six mois après la date de réception par le Gouvernement de la République populaire de Pologne de la notification de dénonciation.

3. Entre les Parties au présent Protocole, la dénonciation de la Convention par l'une d'elles en vertu de l'Art. 39 ne doit pas être interprétée comme une dénonciation de la Convention amendée par le présent Protocole.

Art. X

Il ne sera admise aucune réserve au présent Protocole.

Art. XI

Le Gouvernement de la République populaire de Pologne informera rapidement tous les Etats parties à la Convention de Varsovie ou à ladite Convention telle qu'amendée, tous les Etats qui signeront le présent Protocole ou y adhéreront, ainsi que l'Organisation de l'Aviation civile internationale, de la date de chaque signature, de la date du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion, de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ainsi que de tous autres renseignements utiles.

Art. XII

Entre les Parties au présent Protocole qui sont également Parties à la Convention, complémentaire à la Convention de Varsovie pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel signée à Guadalajara le 18 septembre 1961 (ci-après dénommée «Convention de Guadalajara»), toute référence à la «Convention de Varsovie» contenue dans la Convention de Guadalajara s'applique à la Convention de Varsovie amendée par le Protocole additionnel no1 de Montréal de 1975, dans les cas où le transport effectué en vertu du contrat mentionné au par. b) de l'Art. I de la Convention de Guadalajara est régi par le présent Protocole.

Art. XIII

Le présent Protocole restera ouvert à la signature au siège de l'Organisation de l'Aviation civile internationale jusqu'au 1er janvier 1976, puis, jusqu'à son entrée en vigueur en vertu de l'Art. VII, au Ministère des Affaires étrangères du Gouvernement de la République populaire de Pologne. L'Organisation de l'Aviation civile internationale informera rapidement le Gouvernement de la République populaire de Pologne de toute signature et de la date de celle-ci pendant la période au cours de laquelle le Protocole sera ouvert à la signature au siège de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

Fait à Montréal le vingt-cinquième jour du mois de septembre de l'année 1975, en quatre textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise, espagnole et russe. En cas de divergence, le texte en langue française, langue dans laquelle la Convention de Varsovie du 12 octobre 1929 avait été rédigée, fera foi.

Suivent les signatures

Champ d'application du protocole le 22 avril 2002

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)	Entrée en vigueur
<i>Argentine</i>	<i>14 mars 1990</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Azerbaïdjan</i>	<i>24 janvier 2000 A</i>	<i>23 avril 2000</i>
<i>Bahreïn</i>	<i>12 mars 1998 A</i>	<i>10 juin 1998</i>
<i>Bosnie et Herzégovine</i>	<i>3 mars 1995 S</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Brésil</i>	<i>27 juillet 1979</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Canada</i>	<i>17 novembre 1995</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Chili</i>	<i>19 mai 1987</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Chypre</i>	<i>10 novembre 1992</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Colombie</i>	<i>20 mai 1982</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Croatie</i>	<i>14 juillet 1993 S</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Cuba</i>	<i>21 avril 1998 A</i>	<i>20 juillet 1998</i>
<i>Danemark</i>	<i>29 juin 1983</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Egypte</i>	<i>17 novembre 1978</i>	<i>15 février 1996</i>

<i>Espagne</i>	<i>8 janvier 1985</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Estonie</i>	<i>16 mars 1998 A</i>	<i>14 juin 1998</i>
<i>Ethiopie</i>	<i>14 juillet 1987</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Finlande</i>	<i>17 juin 1980 15</i>	<i>février 1996</i>
<i>France</i>	<i>11 février 1982</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Ghana</i>	<i>11 août 1997</i>	<i>9 novembre 1997</i>
<i>Grèce</i>	<i>12 novembre 1988</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Guatemala</i>	<i>3 février 1997</i>	<i>4 mai 1997</i>
<i>Guinée</i>	<i>12 février 1999</i>	<i>A 12 mai 1999</i>
<i>Honduras</i>	<i>15 février 1996 A</i>	<i>15 mai 1996</i>
<i>Irlande</i>	<i>27 juin 1989</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Israël</i>	<i>16 février 1979</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Italie</i>	<i>2 avril 1985</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Jordanie</i>	<i>2 septembre 1999 A</i>	<i>1er décembre 1999</i>
<i>Kenya</i>	<i>6 juillet 1999 A</i>	<i>4 octobre 1999</i>
<i>Koweït</i>	<i>8 novembre 1996</i>	<i>6 février 1997</i>
<i>Liban</i>	<i>4 août 2000 A</i>	<i>2 novembre 2000</i>
<i>Macédoine</i>	<i>1er septembre 1994 S</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Mexique</i>	<i>18 mai 1984</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Niger</i>	<i>15 février 1996 A</i>	<i>15 mai 1996</i>
<i>Norvège</i>	<i>4 août 1983</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Nouvelle-Zélande</i>	<i>3 décembre 1999 A</i>	<i>2 mars 2000</i>
<i>Ouzbékistan</i>	<i>27 février 1997 A</i>	<i>28 mai 1997</i>
<i>Pays-Bas</i>	<i>7 janvier 1983</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Pérou</i>	<i>4 juillet 1997 A</i>	<i>2 octobre 1997</i>
<i>Portugal</i>	<i>7 avril 1982</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Royaume-Uni</i>	<i>5 juillet 1984</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Slovénie</i>	<i>7 août 1998 S</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Suède</i>	<i>28 juin 1978</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Suisse</i>	<i>9 décembre 1987</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Togo</i>	<i>5 mai 1987</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Tunisie</i>	<i>28 mai 1985</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Venezuela</i>	<i>14 juillet 1978</i>	<i>15 février 1996</i>
<i>Yougoslavie</i>	<i>18 juillet 2001 S</i>	<i>15 février 1996</i>

Réserves et déclarations

Cuba

Le Gouvernement de la République de Cuba déclare conformément au par. 4 du nouvel art. 22 de la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie le 12 octobre 1929, modifiée par le Protocole additionnel No1 de Montréal de 1975, qu'étant donné que ce pays n'est pas membre du Fonds monétaire international, les dispositions contenues dans les par. 1, 2 et 3 ne seront pas appliquées aux procédés judiciaires pratiqués dans son territoire et qu'au lieu des celles-ci une limite de responsabilité du transporteur sera fixé au montant 125 000 unités monétaires par passager par rapport au par. 1 de l'art. 22; 250 unités monétaires par kilo par rapport au par. 2 de l'art. 22 et 5000 unités monétaires par passager par rapport au par. 3. Le contenu du dernier paragraphe du numéral 4 de l'art. II du Protocole additionnel No1 sera appliqué à cette unité monétaire.

Nouvelle-Zélande

L'instrument d'Adhésion concerne la Nouvelle-Zélande et le Takelau.

Pays-Bas

Le Protocole est ratifié pour le Royaume en Europe et les Antilles néerlandaises.

Royaume-Uni

Le présent Protocole est ratifié au nom des territoires suivants: le Bailliage de Jersey, le Bailliage de Guernesey, l'Île de Man, Anguilla, les Îles Vierges britanniques, Bermudes, le territoire antarctique britannique, le Territoire britannique, le Territoire britannique de l'Océan Indien, les Îles Cames, les Îles Falkand et Dépendances, Gibraltar, Hong Kong, Montserrat, l'Îles de Pitairn (Henderson, Ducie et Oeno) Sainte-Hélène et Dépendances, les Îles Turques et Caques, Akrotiri et Dhekelia sur l'île de Chypre.